

## **Doléances sous papier cadeau**

Environ 250 personnes ont manifesté hier à Metz à l'occasion de la venue du président Chirac. Sous haute surveillance.

**METZ.** \_ On ne badine pas avec les consignes. « Vous allez où ? » « Travailler ». « Alors, changez de trottoir ». Il est à peine 9 h et la garde républicaine a déjà bouclé tout le quartier de la préfecture de Metz. Circulation déviée. Piétons contrôlés. A moins d'avoir décidé de refaire sa carte grise hier entre 11 h et 12 h 30, il est presque impossible de franchir le cordon de sécurité.

Elèves en seconde au lycée Fabert, Florian, Axel et Geoffrey tentent, pourtant, une discrète approche sur le pont de la Préfecture. Sous le bras, des pancartes à l'effigie du Président et un seul message « menteur ». « Un jeune sur quatre au chômage. Augmentation de la précarité ». Refoulés.

« C'est quoi le MJS ? », s'interroge une policière en voyant le trio s'éloigner. Pas le temps d'être éclairée, les voilà qui reviennent, cette fois prêts à argumenter. « On a notre carte de l'ULM (Union des lycéens de Moselle). On peut passer ? ». Le refus est, à nouveau, catégorique, mais, cette fois, argumenté. « Non. Et, certainement pas, avec des pancartes pareilles ».

### **Tenus à l'écart**

Heureusement, nos trois novices qui ont appris en cours d'instruction civique que la liberté d'expression était inscrite dans la Constitution française, découvrent qu'un pré carré républicain a été spécialement prévu pour les trouble-fêtes, à 200 m de la préfecture, sur le pont de la Comédie. Et là, c'est sûr aucun risque d'être aperçus par le Président de la République. Avec ou sans lunettes, d'ailleurs.

Dans cet enclos millimétré, 250 personnes ont répondu à l'appel lancé par les syndicats (CGT, FSU, UNEF) et le collectif de lutte contre la misère. Ils n'auront droit qu'au sous-préfet de Boulay qui transmettra... « On a remis pour Chirac une lettre ouverte et des livres de méthode de lecture ; le tout emballé dans du papier cadeau », confie, amer, Philippe Noller, secrétaire départemental du syndicat enseignant FSU Moselle qui n'a pas digéré les « provocations » du chef de l'Etat. « Nos fiches de paie ne sont pas revalorisées. Il y a 400 suppressions de postes sur l'académie Metz-Nancy et, en plus, on remet en cause nos pratiques pédagogiques alors que les élèves sont de plus en plus difficiles ». Dans sa lettre-ouverte au Président, la CGT Moselle dénonce, de son côté, « une politique économique contraire aux préoccupations de la population ». « Les Assedic comptabilisent sur cinq trimestres consécutifs la suppression de 2.500 emplois. En Moselle, cela conduit à une forte augmentation des allocataires du RMI + 13 % en un an. En décembre le chiffre de 15.000 allocataires aurait probablement été dépassé. Nous considérons pour notre part que le gouvernement a une responsabilité particulière dans cette situation. » A 11 h 30, les thermos de café ne réussissent plus à réchauffer les manifestants qui se fichent éperdument d'entrevoir un bout de président ou de ministre. En quelques minutes, le camp est levé. Pour les hommes en bleu, il faudra sagement attendre encore une heure.